

Les principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 31 mai 2024, par rapport à la publication de l'année précédente (31 mai 2023), ainsi qu'à la dernière publication des comptes trimestriels (première estimation du 1er trimestre 2024, parue le 30 avril 2024). Cette note se concentre sur **les révisions intervenues sur les taux de croissance** des agrégats, qui sont liées à la prise en compte de sources statistiques non disponibles auparavant.

Dans le même temps, **les comptes nationaux changent de base**. Le passage de la base 2014 à la base 2020 publiée pour la première fois ce 31 mai, joue principalement sur les agrégats en niveau, une note méthodologique explique les principales sources d'écart entre les deux bases pour l'année 2019 [[note communication Base 2020](#)].

Le déroulement d'une campagne de comptes annuels

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de plusieurs estimations pour une année donnée (n). L'estimation la plus aboutie des comptes trimestriels de l'année n est diffusée avec la publication de la première estimation du 1er trimestre de l'année n+1, fin avril. Cette estimation issue des comptes trimestriels est corrigée des jours ouvrables (CJO).

En second lieu, fin mai de l'année n+ 1, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année n-1 (compte semi-définitif) et l'année n-2 (compte définitif). **Toutes les révisions présentées dans cette note sont calculées sur comptes bruts y compris entre les comptes trimestriels et le compte provisoire.**

Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitifs de l'année n-2 et semi-définitif de l'année n-1 ; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n. Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence – d'un point de vue économique – des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises. Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2023, les comptes annuels définitif 2021 et semi-définitif 2022 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2021 et provisoire 2022 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2023 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

Le changement de base rend l'analyse des révisions plus difficile

Au sein d'une base, la constance des méthodes pour une version de compte donnée permet d'analyser les révisions entre deux versions d'une même année (par exemple entre les comptes provisoire et semi-définitifs) en termes d'intégration de nouvelles données, ainsi que des changements de méthodes qui en découlent.

Avec le changement de base, certaines opérations sont revues significativement dans leur contenu, en particulier celles concernées par les grands chantiers de la base 2020 (investissement en R&D et en logiciel par exemple), ou des changements plus ciblés (reclassement des subventions au titre du dispositif CSPE en autres subventions sur la production), font que les révisions de ces opérations ne sont plus interprétables uniquement en termes d'informations nouvelles, car elles intègrent des effets de structure d'autant plus importants qu'on regarde les agrégats à un niveau détaillé.

Révision supplémentaire de l'année 2020 en raison du changement de base

Aux révisions classiques des comptes annuels, s'ajoute en raison du changement de base, la révision de l'évolution entre les deux années de base, 2019 et 2020. Ces deux années ont été réestimées complètement en base 2020, ce qui a conduit essentiellement à des révisions en niveau, mais aussi des évolutions.

Ainsi, cette note présente les révisions des évolutions sur quatre années : 2020, 2021, 2022 et 2023

Table des matières

1.	Révision de la croissance	4
2.	Révision de la productivité	5
3.	Révision de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels	6
4.	Révision du taux de marge et du taux d'investissement des sociétés non financières	7
5.	Révision du pouvoir d'achat des ménages	7
6.	Révision du besoin de financement de la nation	8
3.	Annexes	9
3.1.	Tableaux de contributions par produit aux révisions des opérations sur biens et services ...	9
3.2.	Tableaux de révision des comptes de secteur	11

Figures

Figure 1-1 :	Révision de la croissance économique et de ses composantes	4
Figure 1-2 :	Contribution des composantes du PIB à la révision de la croissance	5
Figure 2-1 :	Evolution de la productivité horaire (base 100 : 2010).....	5
Figure 3-1 :	Révisions des valeurs ajoutées des secteurs institutionnels (En Md€).....	6
Figure 3-1 :	Evolution du taux de marge des sociétés non financières (En %).....	7
Figure 4-1 :	Evolution du pouvoir d'achat des ménages (En %).....	8
Figure 5-1 :	La capacité (+) / (-) besoin de financement de la nation (En % du PIB)	8
Figure 3-1 :	Contributions par produit à la révision à la dépense de consommation des ménages.....	9
Figure 3-2 :	Contributions par produit à la révision de la FBCF.....	9
Figure 3-3 :	Contributions par produit à la révision des exportations	10
Figure 3-4 :	Contributions par produit à la révision des importations.....	10
Figure 3-5 :	Révisions du compte des sociétés non financières	11
Figure 3-6 :	Révisions du compte des sociétés financières	11
Figure 3-7 :	Révisions du compte des ménages	12
Figure 3-8 :	Révisions des ratios de finance « publique » le 26 mars et celle du 31 mai.....	12
Figure 3-9 :	Révisions du compte des ISBLSM	13
Figure 3-10 :	Révisions des relations avec le Reste du Monde (RdM)	13

1. Révision de la croissance

La croissance est globalement peu revue année après année sauf en 2021 (+0,4 point), année de fort rebond de l'économie après le plongeon de l'activité économique en 2020. Ainsi la croissance (en volume) en 2021 s'élève en base 2020 à +6,9 % après -7,4 % en 2020, contre +6,4 % après -7,5 % en base 2014 (figure 1-1).

Figure 1-1 : Révision de la croissance économique et de ses composantes

	2023	Révisions en évolution (%)			
	En Md€	2020	2021	2022	2023
	Base 2020				
RESSOURCES					
PIB	2 822,5	0,1	0,4	0,1	0,2
Importations	1 024,0	0,1	-1,1	0,2	0,9
EMPLOIS					
Dépenses de consommation	2 225,4	0,1	0,1	0,6	0,3
- dont ménages	1 481,6	0,2	0,1	0,9	0,3
- dont administration publique	678,6	-0,2	0,0	0,1	0,2
- dont ISBLSM	65,2	0,2	-0,2	-0,2	0,5
FBCF totale	651,8	1,0	-0,6	-2,2	0,0
- dont Sociétés et entreprises individuelles non financières	353,2	0,2	0,2	-0,8	0,4
- dont administration publique	120,8	-0,4	0,0	-1,4	-1,4
- dont Ménages hors entrepreneurs individuels	147,5	1,5	-0,4	-2,0	0,5
Exportations	967,5	0,3	0,3	1,1	0,2
Variations de stocks (contributions à la croissance)	1,7	-0,1	0,1	-0,2	0,2

Source : Comptes nationaux, Insee

Entre 2020 et 2023, la révision cumulée de la croissance s'élève à +0,9 point. C'est principalement le commerce extérieur qui contribue à ces révisions en volume, à hauteur de 0,7 point (figure 1-2), tandis que la demande intérieure est globalement moins revue (contribution de +0,2 point à la révision de la croissance sur la période). Ce constat est particulièrement avéré pour l'année 2021 : la contribution de la révision du commerce extérieur atteint +0,6 point, alors que la révision de la demande intérieure joue négativement sur la croissance (-0,1 point).

Une part significative de la contribution du commerce extérieur à la révision de la croissance sur la période 2020-2023 est liée à au partage volume-prix des exportations, en particulier des services de transport maritime. En effet, le prix du transport maritime s'est envolé fin 2020 avec le redémarrage de l'activité économique, rendant le partage volume/prix de l'évolution des exportations observée en valeur d'autant plus fragile. La base 2020 a permis aux comptes nationaux de mieux appréhender l'évolution en volume de ces activités.

Si la croissance de l'année 2022 revise peu (+0,1 point), la dépense de consommation des ménages est significativement revue (+0,9 %, voir figure 3-1), notamment en raison de la révision du solde de la dépense touristique (+0,3 point) et de la consommation en service d'hébergement et restauration (+0,2 point). Cette révision est compensée par une révision de la FBCF (-2,2 %), notamment en construction (-1,0 point) et en matériels électroniques et informatiques (-0,6 point, voir figure 3-2).

Figure 1-2 : Contribution des composantes du PIB à la révision de la croissance

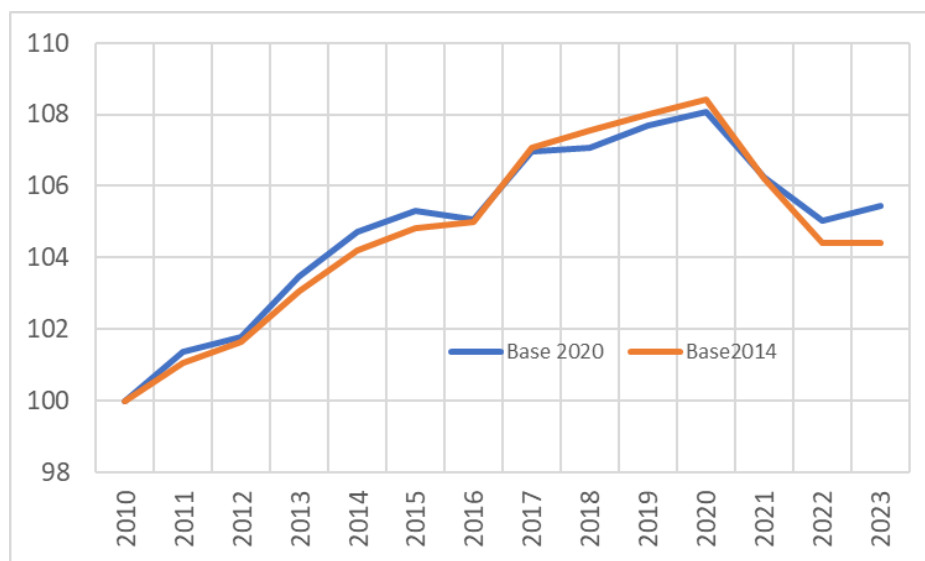
	2023		Révisions en évolution (%)		
	Base 2020	2020	2021	2022	2023
RESSOURCES					
PIB	2 822,5	0,1	0,4	0,1	0,2
Importations	1 024,0	0,3	-0,5	-0,1	0,4
EMPLOIS					
Dépenses de consommation	2 225,4	0,0	0,1	0,5	0,2
- dont ménages	1 481,6	0,2	0,0	0,5	0,2
- dont administration publique	678,6	-0,1	0,1	0,0	0,1
- dont ISBLSM	65,2	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF totale	651,8	0,3	-0,3	-0,5	0,0
- dont Sociétés et entreprises individuelles non financières	353,2	0,1	-0,2	-0,2	0,0
- dont administrations publiques	120,8	0,0	0,0	-0,1	0,1
- dont Ménages hors entrepreneurs individuels	147,5	0,1	0,0	-0,1	-0,1
Exportations	967,5	0,2	0,0	0,3	0,2
Contribution des variations de stocks	1,7	-0,1	0,1	-0,2	0,2

Source : Comptes nationaux, Insee

2. Révision de la productivité

Entre 2019 et 2023, la croissance est revue à la hausse (+0,9 point) et dans le même temps l'évolution du volume d'heures travaillées est revue à baisse (-0,4 point). Au total, la baisse de productivité horaire du travail entre 2019 et 2023 est atténuée en base 2020 : -2,1 % contre -3,5 % en base 2014, soit une révision de +1,3 point. Ce constat reste vrai pour la productivité par tête.

Figure 2-1 : Evolution de la productivité horaire (base 100 : 2010)



Source : Comptes nationaux, Insee

3. Révision de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels

Le PIB en valeur est revu dans des proportions proche des volumes. Entre 2020 et 2023, il est revu de 0,9 point. La valeur ajoutée (VA) de l'ensemble de l'économie est davantage revue (+1,5 point). Cet écart vient essentiellement du reclassement des subventions au dispositif CSPE des subventions sur les produits en base 2014 en subventions à la production en base 2020.

Les révisions des VA des secteurs institutionnels sont plus heurtées en particulier en 2023, avec la révision à la baisse des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les crédits qui contribuent à diminuer la production des sociétés financières (marge d'intérêts des banques) et à augmenter la valeur ajoutée des sociétés non financières et des ménages qui consomment moins de Sifim sur leurs crédits, sans impact sur la valeur ajoutée total.

Sur les années 2021-2022, les révisions sont essentiellement dues à la prise en compte de données comptables : liasses fiscales pour les entreprises non financières dont certaines sont des ménages (entreprises individuelles) et données de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACPR) pour les sociétés financières.

En 2020, à l'occasion du changement de base, les comptes des sociétés, financières et non financières ont été complément réestimés à partir des données sources. Même si les comptes étaient réputés définitifs en base 2014, cette nouvelle exploitation a conduit à réviser à la hausse l'évolution de la valeur ajoutée. Cela tient en partie à la particularité de l'année 2020 qui a rendu le passage des comptabilités des entreprises à la comptabilité nationale particulièrement complexe en raison en particulier de la forte évolution des subventions versées aux entreprises et du chômage partiel.

Figure 3-1 : Révisions des valeurs ajoutées des secteurs institutionnels (En Md€)

Secteurs institutionnels		Niveau 2023 En Md€ Base 2020	Révisions des variations (En Md€)			
			2020	2021	2022	2023
Sociétés non financières	+	1 476,6	3,2	7,2	-1,1	8,6
Sociétés financières	+	89,2	2,6	-3,3	8,0	-10,8
Administrations publiques	+	465,5	0,3	0,0	3,8	1,2
Ménages	+	454,9	0,2	3,2	3,8	9,9
ISBLSM	+	50,4	-0,1	0,3	0,6	-0,1
Total des secteurs institutionnels	=	2 536,6	6,3	7,3	15,1	8,9
Impôts moins subventions sur les produits	+	285,9	-0,4	-1,7	-4,8	-5,9
Produit intérieur brut	=	2 822,5	5,9	5,5	10,4	3,0

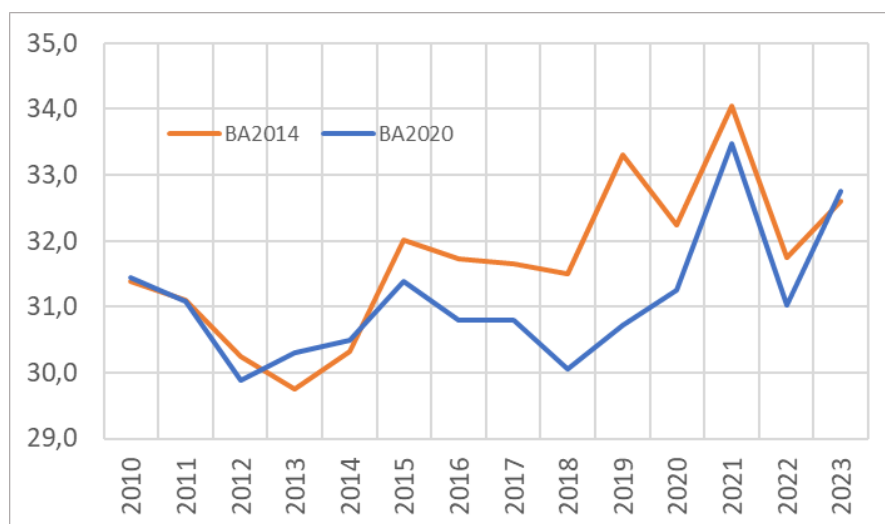
Source : Comptes nationaux, Insee

4. Révision du taux de marge et du taux d'investissement des sociétés non financières

Sur la période 2013-2019, la révision du taux de marge des sociétés non financières (SNF) est imputable à une série de facteurs dont les changements d'enregistrement de la CSPE d'une part et des crédits d'impôts qui a conduit à avancer la chronique du CICE d'une année d'autre part. L'impact est particulièrement important en 2019.

L'évolution du taux de marge est particulièrement révisée en 2021 et en 2023. Ces révisions sont largement imputables à la révision à la hausse de la valeur ajoutée des SNF (figure 3-5), alors que les rémunérations des salariés sont peu revues. En 2021, c'est la prise en compte des statistiques d'entreprises qui conduit à réviser tandis qu'en 2023, c'est la révision des Sifim sur les crédits à la baisse qui jouent mécaniquement à la baisse sur les consommations intermédiaires de Sifim des SNF.

Figure 4-1 : Evolution du taux de marge des sociétés non financières (En %)



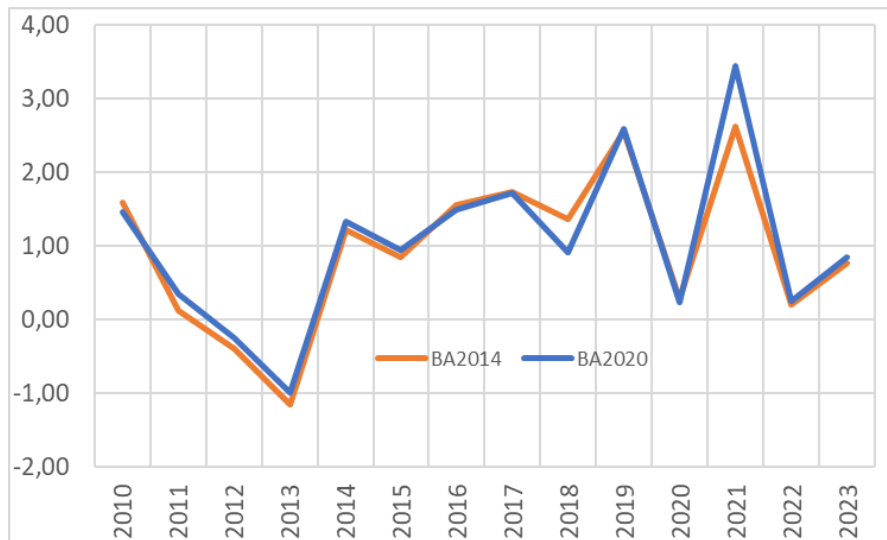
Source : Comptes nationaux, Insee

5. Révision du pouvoir d'achat des ménages

A partir de 2019, le pouvoir d'achat des ménages est peu revu entre les deux bases sauf en 2021. La révision du pouvoir d'achat (+0,8 point) est entièrement due à la révision du RDB (+10,0 Md€), voir figure 3-7), notamment le revenu mixte des entrepreneurs individuels (+4,4 Md€), car la distinction entre SNF et les entrepreneurs individuels est affinée lors du compte définitif sur la base des liasse fiscales (Esane) ; les dividendes sont également revus à la hausse (+4,3 Md€). Enfin les prestations sociales reçues par le Reste du Monde sont revues à la hausse suite à une meilleure prise en compte du chômage partiel dont ont bénéficié les travailleurs transfrontaliers.

En 2023, la forte révision en hausse du RDB est due à la révision à la hausse des Sifim sur les dépôts qui joue sur le RDB et sur le déflateur de la dépense de consommation, si bien que le pouvoir d'achat n'est pas affecté.

Figure 5-1 : Evolution du pouvoir d'achat des ménages (En %)

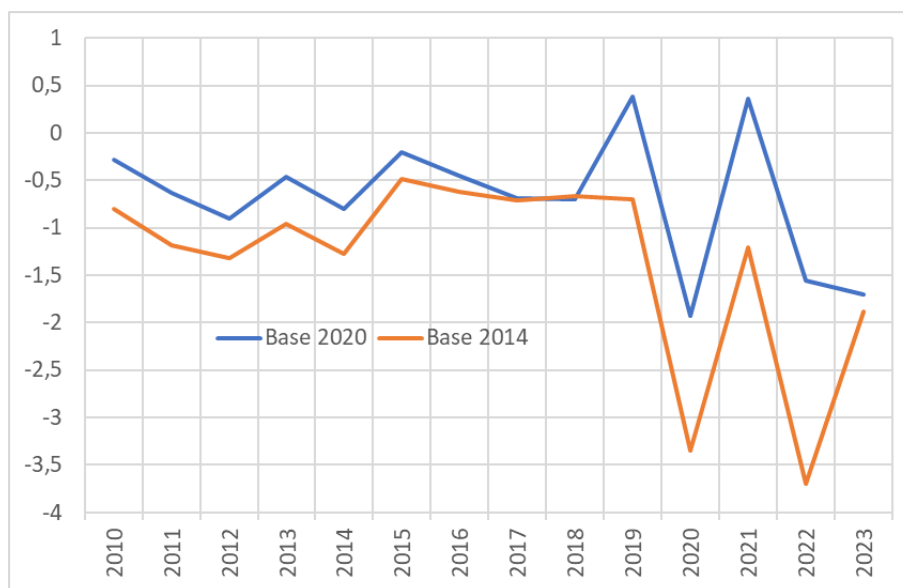


Source : Comptes nationaux, Insee

6. Révision du besoin de financement de la nation

En 2019, la capacité/besoin de financement de la nation a été revue à la hausse entre les deux bases et jusqu'en 2022 les deux bases aboutissaient au même profil. En revanche, la révision 2023 entre les comptes trimestriels et le provisoire est particulièrement importante en évolution. En valeur, la variation du solde commercial est revue en baisse (-22,7 M€, voir figure 3-10) en raison de la révision de la balance des paiements. Alors que le solde commercial s'améliorait dans les comptes trimestriels (+9,7 Md€), il se détériore au compte provisoire de la base 2020 (-12,9 Md€). Dans le même temps, le solde des revenus financiers révisé aussi très fortement (-32 Md€). Au total, la variation de la capacité/besoin de financement est très fortement revue en baisse (-55,1 Md€).

Figure 6-1 : La capacité (+) / (-) besoin de financement de la nation (En % du PIB)



Source : Comptes nationaux, Insee

3. Annexes

3.1. Tableaux de contributions par produit aux révisions des opérations sur biens et services

Figure 3-1 : Contributions par produit à la révision à la dépense de consommation des ménages

Produits	2023 En Md€ Base 2020	Contributions aux révisions (En %)			
		2020	2021	2022	2023
Total	1 481,6	0,2	0,1	0,9	0,3
Agriculture, sylviculture et pêche	37,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Produits alimentaires, boissons, tabac	208,2	0,0	0,0	0,0	
Energie	69,0	0,0	0,0	0,1	-0,1
Produits de la cokéfaction et du raffinage	60,4	0,0	0,0	0,1	
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	38,2	0,0	0,0	0,0	-0,1
Véhicules autres matériels de transport	74,5	0,0	0,0	0,1	
Autres produits industriels	161,8	0,1	0,0	0,0	
Constructions et travaux de construction	29,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	6,4	0,1	-	0,0	0,0
Services de transport et d'entreposage	49,1	0,1	-	0,1	-0,1
Services d'hébergement et de restauration	126,0	0,0	0,1	0,2	0,1
Services d'information et de communication	52,7	0,0	0,0	0,0	0,1
Services financiers et assurances	121,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Services immobiliers	288,9	0,0	0,1	0,1	0,0
Services professionnels, scientifiques, techniques	41,4	-0,1	0,0	0,1	0,1
Services artistiques et du spectacle récréatifs ; autres services	59,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services principalement non marchands (*)	72,8	0,0	-	0,0	0,1
Correction territoriale	-14,1	0,0	0,0	0,3	-0,1

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-2 : Contributions par produit à la révision de la FBCF

Produits	2023 En Md€ Base 2020	Contributions aux révisions (En %)			
		2020	2021	2022	2023
Total	651,8	1,0	-0,6	-2,2	0,0
Agriculture, sylviculture et pêche	1,2	0,0	0,0	0,0	-0,1
Équipements électriques, informatiques, électroniques, optiques	50,2	0,1	-0,2	-0,6	
Véhicules autres matériels de transport	49,2	-0,1	0,3	-0,1	
Autres produits industriels	44,0	0,0	-0,2	-0,4	
Constructions et travaux de construction	296,2	1,0	0,2	-1,0	-0,1
Services d'information et de communication	95,7	-0,1	-0,6	-0,2	0,1
Services immobiliers	8,7	0,0	0,1	0,1	0,0
Services professionnels, scientifiques, techniques, adm. et d'ass.	103,9	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Services artistiques et du spectacle récréatifs, autres services	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-3 : Contributions par produit à la révision des exportations

Produits	2023 En Md€ Base 2020	Contributions aux révisions (En %)			
		2020	2021	2022	2023
Total	967,5	0,3	0,3	1,1	0,5
Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	19,8	0,0	0,0	-0,1	0,1
Produits des industries alimentaires, boissons, tabac	63,4	0,0	0,0	0,1	0,1
Energie	33,4	0,0	-0,1	0,2	-0,1
Produits de la cokéfaction et du raffinage	16,4	0,2	0,2	0,1	
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	109,2	0,0	0,0	0,1	0,1
Véhicules autres matériels de transport	150,7	-0,2	0,3	0,3	0,8
Autres produits industriels	265,0	0,1	-0,1	-0,6	0,3
Constructions et travaux de construction	0,9	0,0	-0,2	0,0	0,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7,4	-0,1	0,0	0,0	0,0
Services de transport et d'entreposage	55,4	-0,3	0,5	1,2	-0,4
Services d'information et de communication	29,4	0,0	0,1	-0,3	0,0
Services financiers et assurances	37,9	-0,2	-0,5	-0,1	-0,2
Services professionnels, scientifiques, techniques, administratifs	107,2	0,4	0,4	0,1	-0,4
Services artistiques, du spectacle, récréatifs ; autres services	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services principalement non marchands (*)	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	65,9	0,0	0,0	-0,1	0,3

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-4 : Contributions par produit à la révision des importations

Produits	2023 En Md€ Base 2020	Contributions aux révisions (En %)			
		2020	2021	2022	2023
Total	1 024,0	0,1	-1,1	0,2	0,9
Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	18,9	0,0	0,1	0,0	0,1
Produits des industries alimentaires, boissons, tabac	57,7	0,0	0,0	0,1	0,1
Energie	76,1	0,6	-0,2	-0,4	-0,4
Produits de la cokéfaction et du raffinage	41,2	0,1	0,0	0,5	
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	151,5	0,0	-0,1	0,1	0,0
Véhicules autres matériels de transport	126,3	-0,7	-0,2	0,4	0,4
Autres produits industriels	286,4	0,1	-0,2	-0,4	0,4
Constructions et travaux de construction	2,5	0,1	0,0	0,0	0,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8,7	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Services de transport et d'entreposage	58,4	-0,1	0,0	0,2	0,0
Services d'information et de communication	35,9	0,1	-0,3	0,1	0,1
Services financiers et assurances	27,2	0,0	0,2	-0,1	0,1
Services professionnels, scientifiques, techniques, administratifs	98,1	0,2	-0,1	0,0	0,2
Services artistiques, du spectacle, récréatifs ; autres services	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services principalement non marchands (*)	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	51,8	-0,1	0,0	0,5	0,1
Correction CAF-FAB	-20,4	-0,3	-0,4	-0,4	-0,2

Source : Comptes nationaux, Insee

3.2. Tableaux de révision des comptes de secteur

Figure 3-5 : Révisions du compte des sociétés non financières

		2023 En Md€ Base 2020	Révisions des variations (En Md€)			
			2020	2021	2022	2023
Valeur ajoutée		1 476,6	3,2	7,2	-1,1	8,6
Rémunération des salariés	-	957,8	-0,2	0,6	-5,0	-0,9
Impôts nets des subventions	-	35,2	-18,6	0,5	6,3	-5,1
Excédent brut d'exploitation	=	483,5	22,0	6,1	-2,4	14,5
Revenus de la propriété reçus (nets)	+	-82,7	11,1	-21,9	5,5	5,9
Impôts sur le revenu	-	61,5	0,5	-0,1	3,0	-2,4
Autres transferts	+	-19,2	-6,0	-3,8	-1,0	0,8
Epargne	=	320,1	26,6	-19,5	-0,8	23,6
Formation brute de capital fixe	-	336,0	1,7	-1,9	-3,6	-2,3
Variations de stocks	-	-0,9	-2,8	-2,2	-7,5	10,5
Autres opérations en capital	+	-1,8	1,3	1,9	-2,0	-6,4
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	22,4	29,0	-13,6	8,3	9,0
Taux de marge (En %)		32,7	1,6	0,4	-0,1	0,9
Taux d'investissement (En %)		22,8	-0,1	0,0	0,0	-0,1
Taux d'autofinancement (En %)		95,3	7,3	-4,8	-1,0	7,5

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-6 : Révisions du compte des sociétés financières

		2023 En Md€ Base 2020	Révisions des variations (En Md€)			
			2020	2021	2022	2023
Valeur ajoutée		89,2	2,6	-3,3	8,0	-10,8
Rémunération des salariés	-	68,3	-0,2	0,2	0,1	0,1
Impôts nets des subventions	-	13,5	-1,3	-0,4	0,1	0,4
Excédent brut d'exploitation	=	7,4	4,1	-3,1	7,9	-11,4
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	-3,2	-2,5	11,6	-0,6	-39,4
Intérêts (reçus - versés)	+	43,2	1,5	-0,2	3,8	-22,1
Dividendes (reçus - versés)	+	21,2	-1,4	2,6	-8,9	-7,8
Bénéfices réinvestis (reçus - versés)	+	0,0	-2,5	9,7	6,8	-3,8
Revenus d'investissement (reçus - versés)	+	-67,7	-0,1	-0,5	-2,3	-5,8
Impôts sur le revenu	-	16,4	0,4	-0,4	-0,1	0,1
Autres transferts	+	0,1	-0,7	2,8	-2,3	-0,9
Epargne	=	-12,1	0,4	11,6	5,1	-51,9
Formation brute de capital fixe	-	24,1	4,1	-2,1	-5,7	-2,0
Autres opérations en capital	+	0,1	0,2	-0,4	2,4	-0,2
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	-36,2	-3,6	13,3	13,1	-50,1

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-7 : Révisions du compte des ménages

		2023 En Md€ Base 2020	Révisions des variations (En Md€)			
			2020	2021	2022	2023
Revenus d'activité nets	+	1 070,8	3,4	3,3	-6,2	-2,5
<i>Rémunérations des salariés</i>	+	1 480,5	1,4	0,1	-4,5	1,6
<i>Revenu mixte des entrepreneurs individuels</i>	+	137,3	0,7	4,4	1,9	2,2
<i>Cotisations sociales</i>	-	547,0	-1,3	1,3	3,6	6,3
Revenus du patrimoine	+	398,5	-2,5	4,3	-1,3	9,5
<i>Revenus de la propriété reçus nets</i>	+	136,5	-2,5	4,3	-2,5	1,2
<i>EBE des ménages purs</i>	+	262,0	0,0	0,1	1,2	8,2
Prestations sociales en espèces	+	594,6	-6,2	2,4	6,9	4,8
Impôts courants sur le revenu et sur le patrimoine	-	273,6	-0,3	0,2	-0,9	-0,4
Transferts versés aux ISBLSM	-	17,8	0,1	-0,5	15,4	0,0
Autres transferts (reçus - versés)	+	1,8	2,3	-0,3	17,0	0,0
Revenu disponible brut des ménages	=	1 774,4	-2,9	10,0	2,0	12,2
Dépense de consommation des ménages	-	1 481,6	0,1	0,2	13,9	14,8
Variation des droits à pension	+	8,3	2,3	0,5	0,9	1,6
Epargne	=	301,1	-0,7	10,3	-11,0	-1,0
FBCF	-	164,7	2,7	-0,5	-4,7	-5,4
Autres opérations en capital	+	-18,9	-0,8	-0,1	-1,2	-0,9
Capacité/besoin de financement	=	117,4	-4,2	10,7	-7,4	3,6
<i>Pouvoir d'achat des ménages (dans leur ensemble) - En %</i>		0,8	-0,1	0,9	-0,8	0,0
<i>Taux d'épargne - En %</i>		16,9	0,0	0,6	-0,7	-0,1

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-8 : Révisions des ratios de finance « publique » le 26 mars et celle du 31 mai

Le tableau des révisions du compte des administrations publiques entre la base 2014 et la base 2020 ne sont pas présentés, car les principaux agrégats en base 2020 ont déjà été publiés le 26 mars dernier dans le cadre de la notification des ratios de finance publique à la Commission européenne. Toutefois, dans la publication de mars, ce sont les PIB de la base 2014 qui ont été utilisés pour exprimer les agrégats en points de PIB, ces ratios sont actualisés le 31 mai avec les PIB de la base 2020. C'est ce qui est présenté dans cette figure.

	2023 Niveau	Révisions en points de PIB				
		2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses	57,0	0,1	0,0	-0,1	-0,4	-0,3
Recettes	51,5	0,2	0,0	-0,1	-0,3	-0,4
Déficit au sens de Maastricht	5,5	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Dette des administrations publiques (brute)	109,9	0,2	-0,1	-0,3	-0,7	-0,7
Prélèvements obligatoires	43,2	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,3
dont au profit de l'Union Européenne	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-9 : Révisions du compte des ISBLSM

		2023 En Md€ Base 2020	Révisions des variations (En Md€)			
			2020	2021	2022	2023
Valeur ajoutée	+	50,4	-0,1	0,3	0,6	-0,1
Rémunération des salariés	-	43,6	-0,1	0,4	0,3	ns
Impôts nets des subventions	-	1,3	0,0	-0,1	0,2	ns
Excédent brut d'exploitation	=	5,6	0,0	0,0	0,2	ns
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	3,1	0,0	0,0	0,0	ns
Transferts courants (reçus - versés)	+	61,5	0,3	0,1	0,3	ns
Revenu disponible brut	=	70,2	0,3	0,1	0,4	ns
Dépense de consommation des ISBLSM	-	65,2	-0,2	0,3	1,2	ns
Épargne brute		5,0	0,5	-0,2	-0,7	ns
Formation brute de capital fixe	-	6,1	0,0	-0,2	0,4	ns
Autres opérations en capital	+	3,2	0,1	0,0	0,1	ns
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	2,1	0,6	0,0	-1,0	ns

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 3-10 : Révisions des relations avec le Reste du Monde (RdM)

		2023 En Md€ Base 2020	Révisions des variations (En Md€)			
			2020	2021	2022	2023
Exportations	+	967,5	-1,2	4,6	20,7	-2,4
Importations	-	1 024,0	-3,0	-2,8	9,0	20,3
Solde du commerce extérieur	=	-56,4	1,8	7,4	11,7	-22,7
Rémunération reçue du RdM	+	33,8	1,9	-0,2	0,2	0,9
Rémunération versée au RdM	-	2,2	0,2	-0,2	0,1	0,3
Subventions reçues du RdM	+	8,3	0,0	0,6	0,1	0,0
Revenus de la propriété reçus du RdM	+	291,8	5,5	-1,3	1,6	63,4
Revenus de la propriété versées au RdM	-	272,3	-1,1	4,7	-1,5	95,3
Transferts courants reçus du RdM	+	37,1	-1,4	-0,2	0,6	5,6
Transferts courants versés au RdM	-	82,1	-0,8	-0,6	0,0	0,6
Autre opérations non financières (reçues - versés)	+	-6,0	-3,0	3,8	1,4	-6,0
Capacité/besoin de financement de la Nation	=	-48,2	6,5	6,1	17,0	-55,1

Source : Comptes nationaux, Insee